



MINISTÈRE DE LA JUSTICE



**DIRECTION INTERREGIONALE DE LA
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE
DU SUD OUEST
8 RUE POITEVIN, CS11508
33062 BORDEAUX CEDEX**

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DES SOLIDARITES
39 RUE DE BEAULIEU
86034 POITIERS CEDEX**

RENDU EXECUTOIRE LE

1 3 JUL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0044

DU - 8 JUL. 2022

**PORTANT EXTENSION PROVISoire DE LA
CAPACITE D'ACCUEIL DES FOYERS EDUCATIFS
MIXTES DE CHATELLERAULT (APMN)
POUR LA PRISE EN CHARGE D'UN JEUNE**

**LE PREFET DE LA VIENNE,
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU les articles 375 à 375-8 du Code Civil relatifs à l'Assistance Educative ;

VU l'Ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'Enfance Délinquante ;

VU l'Ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 et ses décrets d'application ;

VU le décret n° 46-734 du 16 avril 1946 modifié relatif aux institutions recevant des mineurs délinquants ;

VU le décret n°50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture, notamment son article 2 ;

VU le décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 modifié et notamment ses articles 32 à 38;

VU le décret n° 59-1095 du 21 septembre 1959 relatif à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 modifiée relative aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé, notamment les articles 48 et 49 relatifs à l'habilitation et le contrôle du Garde des Sceaux ;

VU le décret n° 88-42 du 14 janvier 1988 fixant les compétences des Directions Régionales de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;

VU l'arrêté n°91 ASS/EE-194 du 18 juin 1991 portant création des Foyers Educatifs Mixtes à Châtelleraut ;

VU l'arrêté n°2010/CAB/168 du 3 novembre 2010 portant habilitation des Foyers Educatifs Mixtes à Châtelleraut ;

VU l'arrêté n°2017-A-DGAS-DEF-ESE-0008 du 11 avril 2017 portant extension de l'autorisation des places d'APMN des Foyers Educatifs Mixtes gérés par l'ADSEA 86 à une capacité de 24 places ;

CONSIDERANT la demande en date du 24 mai 2022 de l'ADSEA 86 en vue d'accueillir un jeune au sein des FEM APMN gérés par l'ADSEA 86 ;

CONSIDERANT que l'accueil aux FEM APMN correspond aux besoins de ce jeune ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETEMENT :

ARTICLE 1 : Les Foyers Educatifs Mixtes de CHATELLERAULT (service APMN) sont autorisés à étendre, de façon temporaire, leur capacité d'accueil d'une place, passant de 24 à 25 places, pour leur permettre d'accueillir le jeune identifié en annexe au présent arrêté à compter du 30 Mai 2022.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera caduc dès la sortie d'un autre jeune accueilli aux Foyers Educatifs Mixtes de CHATELLERAULT (service APMN) permettant ainsi un retour à la capacité initiale de 24 places.

ARTICLE 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Préfet et du Président du Conseil Départemental, dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun -33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à partir de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Directeur Général des Services Départementaux de la Vienne, la Directrice Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le Président et le Directeur Général de l'ADSEA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Département pendant le délai d'un mois.

Le Préfet de la Vienne,

Jean-Marie GIRIER.

Le Président
du Conseil Départemental de la Vienne,

Alain FICHON.